

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

VOLET TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS

2017-2018

**Demande de renseignements généraux
de l'Opposition**



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

VOLET TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N°

TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés ;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.):
Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication :
Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017:

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

15.

a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq dernières années précédentes.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

16.

a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.

b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.

d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

20. Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2017-2018.

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2017-2018;
- c) par catégorie d'âge.

24. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

25. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.

26. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

27. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

28. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

29. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
30. Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
31. Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017:
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
33. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) l'objet;
 - f) les dates.
34. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35. La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

36. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.
37. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.
38. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.
39. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43. Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44. Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés
45. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

46. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47. Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48. Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
49. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
51. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévision pour 2017-2018.
52. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
53. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
54. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56. Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
57. Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.
58. Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;

- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018:

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

60. a.

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

b.

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

62. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2017-2018.

63. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

64. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et **2016-2017** en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

65. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

Titre :

- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 :
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) le nom des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Exposé et statistiques :

Les informations pour l'année financière 2016-2017 sont fournies au tableau ci-joint.

SOURCE : Direction des relations intergouvernementales
COLLABORATION : Unités du MTESS
VALIDATION : Direction de la comptabilité et des contrôles financiers
DATE : 2017-03-22

Missions intergouvernementales canadiennes – 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Date de départ Date de retour	Objectif(s) de la mission	Ville Pays	Nom(s) Direction	Coûts ¹
2016-04-30 2016-05-07	Participation, comme formateur, au CAALL National Mediator Training and Development Workshop.	Toronto Ontario	Hervé Leblay Direction de la médiation- conciliation et de la prévention	2 271,52 \$
2016-05-18 2016-05-20	Rencontre de l'Association canadienne des administrateurs de législation ouvrière (ACALO).	Charlottetown Île-du-Prince-Édouard	Josée Marotte Direction des politiques du travail Steeve Audet Direction générale des politiques et de la recherche	1 726,02 \$ 1 496,17 \$
2016-07-16 2016-07-20	Rencontre annuelle de l'Association of Labor Relations Agencies (ARLA).	Halifax Nouvelle-Écosse	Hervé Leblay Direction de la médiation- conciliation et de la prévention	1 529,17 \$
2016-09-07 2016-09-09	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres du Travail.	Prince George Colombie-Britannique	Dominique Viens Ministre Josée Marotte Direction des politiques du travail Normand Pelletier Sous-ministre associé Florent Tanlet Cabinet de la ministre	1 731,53 \$ 2 112,06 \$ 2 067,81 \$ 1 866,58 \$

¹ Les coûts incluent les taxes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-02

Titre :

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes pour 2016-2017:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, aucun voyage n'a été fait en avion ou en hélicoptère au Québec par la ministre responsable du Travail ou par son cabinet.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

SOURCE : DGRFC-DBF-SBA
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION : DGRFC-DOFC-SOF
DATE : 9 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-03

Titre :

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet) en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a. la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018;
- b. les noms des firmes de publicité retenues;
- c. la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d. les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e. le but visé par chaque dépense;
- f. dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g. le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Exposé et statistiques

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

PUBLICITÉ VOLET TRAVAIL (dépenses au 28 février 2017)

Publicité obligatoire (avis publics)	4 125,37 \$
Publicité par mandat imprimé	0 \$
Campagnes d'information	0 \$
Articles promotionnels	0 \$
Commandites	1 000 \$
Total :	5 125,37 \$

Coût total des communiqués de presse : 3 038,20 \$ (volets Travail et Emploi et Solidarité sociale).

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

SOURCE : Direction des communications
COLLABORATION : Secrétariat du Travail
VALIDATION : SBA-DBF-DGRFC
DATE : 2017-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

Titre :

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue des conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.);

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l’organisme :

a) les sommes dépensées pour l’exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d’événement;

b) le but visé par chaque dépense;

c) le nombre total et liste d’événements, ventilé par type d’événement;

Par une firme externe :

d) les sommes dépensées 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d’événement;

e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);

g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. .;

h) le but visé par chaque dépense;

i) le nombre total et liste d’événements ventilé par type d’événement;

<div>Exposé et statistiques :</div> <div><div>- Des événements publics pour un coût total de 14 688,92 \$ sont organisés pour faire connaître les actions majeures réalisées par le ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (volet Travail).</div><div>- Les événements publics constituent des événements de presse.</div></div>		
Événement	But visé	Fournisseur
Conférence de presse sur l’étude de faisabilité sur le troisième lien avec Québec et Lévis (Lévis)	Réaction de la ministre du Travail et responsable de la région de la Chaudière-Appalaches	<div><div>• Logistique : CSPQ</div></div>
Rencontre du comité de pilotage élargi du Rendez-vous national sur la main-d’œuvre (Québec)*	Rencontre du premier ministre, des ministres co-présidents du Rendez-vous national sur la main-d’œuvre et des principaux partenaires patronaux et syndicaux	<div><div>• Location de salle et service de pause-café : Hôtel Château-Laurier Québec</div><div>• Mode d’octroi du contrat : contrat négocié</div></div>

Rendez-vous national sur la main-d'œuvre (Québec)*	Rencontre des partenaires du gouvernement dans le but d'échanger sur les enjeux et les défis auxquels est confronté le Québec sur le plan économique, de la main-d'œuvre et du développement des compétences	<ul style="list-style-type: none">• Location de salle : Hilton Québec• Impression : Les impressions Bourg-Royal inc.• Photographe : Louise Leblanc• Conférencier : Gestion Excelsior• Noël inc• Conférencier : M. Robert Mayrand (Service intégration travail Outaouais)• Animation : M^{me} Françoise Guénette• Mode d'octroi des contrats : contrats négociés	
--	--	--	--

*Les montants concernant le Rendez-vous national sur la main-d'œuvre se retrouvent également dans la fiche concernant le volet « emploi et solidarité sociale ».

SOURCE : Direction des communications – 2017-03-14
COLLABORATION : EQ- Secrétariat du travail
VALIDATION : SBA-DBF-DGRFC
DATE : 2017-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-05

Titre :

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie.

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucune dépense de formation en communication en 2016-2017 pour le volet Travail.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

SOURCE : Direction des communications

COLLABORATION : Secrétariat du Travail

VALIDATION : DBCAPI

DATE : 2017-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-06

Titre :

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Exposé et statistiques :

Aucune dépense pour l'exercice financier 2016-2017

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

SOURCE : Direction des communications
COLLABORATION : BSM-DGRH
VALIDATION : DCCF
DATE : 2017-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans les tableaux annexés à la présente fiche.

Pour les contrats d'un montant de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SGC

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION : DGRFC-DOFC

DATE : 14 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET - TRAVAIL
CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT

RG-07-ANNEXE 1

1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
1.	700242121	Tab Products of Canada	10 740,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fourniture de bureau
2.	700243651	Dufort et Lavigne ltée	4 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Fourniture de bureau
3.	700253278	Novexco inc.	1 319,25 \$	Gré à gré	UNSPSC : Cartouche d'encre pour imprimante laser/Machine de bureau, fourniture et accessoire
4.	700253319	Armoires Orléans inc.	3 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Acquisition d'ameublement de bureau
5.	700254187	Lexisnexis Canada inc.	3 050,89 \$	Gré à gré	UNSPSC : Publications imprimées/Supports imprimés
6.	700255085	Collège des médecins du Québec	5 050,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Documentation électronique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET - TRAVAIL
CONTRATS DE CONSTRUCTION

RG-07-ANNEXE 1

1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
7.	700258989	Édifice 200 Sainte-Foy inc.	3 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de construction, de réparation et d'entretien d'immeubles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION
VOLET - TRAVAIL
CONTRATS DE SERVICES - TI

RG-07-ANNEXE 1

1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
8.	700253574	Solutions logiciel Notyss inc.	1 657,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services en technologie de l'information/Services informatiques

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

VOLET - TRAVAIL

CONTRATS DE SERVICES - AUTRES

RG-07-ANNEXE 1

1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

Contrats octroyés					
#	N° contrat	Fournisseur	Montant contrat	Mode d'octroi	Description
9.	700225343-22	Groupe Voyages VP	1 004,32 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
10.	700225343-23	Groupe Voyages VP	1 004,36 \$	Gré à gré	UNSPSC : Voyages par avions commerciaux/Transport de passagers
11.	700225820-8	Lavoie, André G.	2 660,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
12.	700225820-10	Lavoie, André G.	2 820,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
13.	700225829-10	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	2 665,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
14.	700225829-11	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	2 190,10 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
15.	700225829-12	René Beaupré, médiation et arbitrage inc.	12 810,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
16.	700225830-1	Côté, Gabriel M.	1 260,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
17.	700225831-7	Lefebvre, Bernard M ^e	2 240,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
18.	700225842-2	Gagnon, Denis	3 780,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
19.	700227986-2	F. Hamelin & associés ltée	3 920,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

20.	700241371	Pneumologues associés de Québec, Les S.E.N.C.R.L.	7 800,00 \$	Option de renouvellement	UNSPSC : Services de médecins-spécialistes/Exercice de la médecine
21.	700243545	Gosselin, Jean-Pierre	18 600,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
22.	700243546	Hayden, Thomas-J.	11 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
23.	700243570	Rhéaume, Robert	1 196,57 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
24.	700243574	Carbonneau, Benoît	11 500,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
25.	700243690-2	Arbitramédia inc.	1 250,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
26.	700243690-4	Arbitramédia inc.	1 460,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
27.	700243690-5	Arbitramédia inc.	2 520,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
28.	700243695-3	Arbitrage Pierre Lamarche	19 740,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
29.	700243707-1	Antéa inc. (Bastien, François)	1 278,57 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
30.	700243707-2	Antéa inc. (Bastien, François)	6 220,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

31.	700243712-3	M ^e Carol Girard	2 707,50 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
32.	700243712-5	M ^e Carol Girard	1 520,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
33.	700243712-7	M ^e Carol Girard	4 100,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
34.	700243712-9	M ^e Carol Girard	1 660,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
35.	700243712-11	M ^e Carol Girard	1 940,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
36.	700243974-2	Lavoie, André G.	3 920,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
37.	700243975-4	Roy, Pierre-Georges	3 115,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
38.	700243975-6	Roy, Pierre-Georges	2 100,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
39.	700243975-8	Roy, Pierre-Georges	2 730,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
40.	700244022-2	Lefebvre, Bernard M ^e	3 360,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
41.	700244022-3	Lefebvre, Bernard M ^e	1 200,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

42.	700244022-4	Lefebvre, Bernard M ^e	7 140,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
43.	700244022-6	Lefebvre, Bernard M ^e	2 240,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
44.	700244028-1	Adjudex inc.	10 010,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
45.	700244028-4	Adjudex inc.	3 485,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
46.	700244035-1	Poulin, Côme	3 430,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
47.	700244035-3	Poulin, Côme	2 380,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
48.	700244035-6	Poulin, Côme	2 660,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
49.	700244035-7	Poulin, Côme	5 682,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
50.	700244035-8	Poulin, Côme	1 183,86 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
51.	700244042-1	Gagnon, Denis	6 300,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
52.	700244043-1	Marcheterre, Richard	1 251,42 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles

53.	700244043-2	Marcheterre, Richard	9 165,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
54.	700244043-3	Marcheterre, Richard	3 540,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
55.	700244043-4	Marcheterre, Richard	3 165,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
56.	700244043-7	Marcheterre, Richard	1 231,42 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
57.	700244043-9	Marcheterre, Richard	3 695,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
58.	700244053-4	Denis Provencal Arbitrage & Médiation inc.	1 960,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
59.	700244059-2	Cliche, Nicolas	5 260,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
60.	700244064-2	Barrette Avocats	5 755,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'arbitrage en relations du travail/Services de relations industrielles
61.	700244509	Alsco	4 984,20 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de buanderie/Assistance personnelle et domestique
62.	700244655	Asystel inc.	1 462,48 \$	Gré à gré	UNSPSC : Impression/Services de reprographie
63.	700245282	Bergeron, Michel	14 000,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles

64.	700248916	Rodimax inc.	1 290,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Maintenance ou soutien pour le matériel informatique/Services informatiques
65.	700253958	Gendron, Normand	13 775,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'enquêtes en relations du travail/Services de relations industrielles
66.	700253994	Centre de formation Patronale-Syndicale inc.	1 335,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Inscription à des activités de formation/Institutions d'enseignement
67.	700254384	Voyages Transat	1 430,61 \$	Gré à gré	UNSPSC : Transport aérien de passagers/Transport de passagers
68.	700254556	Voyages Transat	1 430,61 \$	Gré à gré	UNSPSC : Transport aérien de passagers/Transport de passagers
69.	700254801	Solutions Conseils JB inc.	7 100,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services de médiation - conciliation en relations du travail/Services de relations industrielles
70.	700255209	JPdL International inc.	4 200,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Salons et expositions/Marketing et distribution
71.	700256511	Léopold Soucy & fils inc.	6 300,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'entretien et de nettoyage de bureaux et d'immeubles/Services de nettoyage et d'entretien
72.	700258662	Ébénisterie Nostra inc.	2 750,00 \$	Gré à gré	UNSPSC : Services d'aménagement de bureau - gestion de parc mobilier

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

VOLET-TRAVAIL

CONTRATS DE SERVICES À COMMANDES OU CONTRATS À EXÉCUTION SUR DEMANDE

RG-07 - ANNEXE 2

1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

#	No contrat	Fournisseur	Montant maximal du contrat	Mode d'octroi	Description
1.	700245624	9269-2474 Québec inc.	13 500,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
2.	700245625	Abboud, Samir (médecin)	4 500,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
3.	700245635	Alain Jodoin M.D. inc.	13 500,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
4.	700241598	André Léveillé chirurgien plastique inc.	8 610,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services d'experts-conseil ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
5.	700245626	Bouvier, Guy (médecin)	9 450,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
6.	700241599	Brigitte Bazinet médical inc.	8 610,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services d'experts-conseil ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité
7.	700242239	Caron, Monique	21 729,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
8.	700242929	Chevrette, Lise	9 777,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
9.	700245634	Dalcourt, Jean-Pierre (médecin)	14 850,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
10.	700245633	D ^r Mario Corriveau inc.	6 750,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
11.	700245636	D ^r Théodore Nault	17 325,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
12.	700241596	Duchesne, Robert (médecin)	8 610,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services d'experts-conseil ou de représentants d'organismes nommés pour siéger sur un conseil ou un comité

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

VOLET-TRAVAIL

CONTRATS DE SERVICES À COMMANDES OU CONTRATS À EXÉCUTION SUR DEMANDE

RG-07 - ANNEXE 2

1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

#	No contrat	Fournisseur	Montant maximal du contrat	Mode d'octroi	Description
13.	700242930	Hébert, Micheline	8 541,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
14.	700242236	Lebel, Manon	8 815,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
15.	700242241	Petillot, Isabelle	9 118,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
16.	700242242	Poiré, Marie-Josée	7 365,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
17.	700242248	Services administratifs MP enr.	13 480,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction
18.	700245637	Tremblay, Jean	7 200,00 \$	Gré à gré	Sommaire : Services de transcription/Rédaction et traduction

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-08

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques :

Aucun contrat octroyé en 2016-2017 n'a fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SGC

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION : DOFC

DATE : 16 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Titre :

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Exposé et statistiques :

Aucun contrat n'a été conclu par appel d'offres public pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 pour le volet Travail.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SGC
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION : DGRFC-DOFC
DATE : 20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Titre :

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques :

Aucun contrat n'a été conclu par le cabinet de la ministre responsable du Travail pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SGC

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION : DOFC

DATE : 21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Exposé et statistiques :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SGC

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION : DOFC

DATE : 21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

Titre :

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques :

Aucun projet informatique de plus de 100 000 \$ initié en 2016-2017 pour le volet Travail.

SOURCE : DGSAPS - DPPAE
COLLABORATION : DGRFC - DOFC - SOF
VALIDATION : DOFC
DATE : Le 29 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Titre :

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques :

Volet Travail, les dépenses sont les suivantes :

Photocopies :	<u>12 375 \$</u>
Mobilier de bureau et ameublement :	<u>167 \$</u>
Décoration et embellissement :	<u>0 \$</u>
Distributeur d'eau de source :	<u>0 \$</u>
Frais de transport, d'hébergement et de repas :	<u>53 113 \$</u>
Frais d'alcool et de fêtes :	<u>0 \$</u>
Perfectionnement :	<u>855 \$</u>

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF
COLLABORATION : SFCR
VALIDATION : DBF
DATE : 2017-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Titre :

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Nombre d'appareils utilisés :

- 18 téléphones cellulaires;
- 21 tablettes électroniques et ordinateurs portables.

Coût d'acquisition des appareils : 0,00 \$.

Coût d'utilisation des appareils : 13 274,39 \$ incluant les coûts de résiliation et d'itinérance :

- **Coût de résiliation :** 1 370 \$;
- **Coût d'itinérance :** 1 321,77 \$.

Nom des fournisseurs : Rogers (fournisseur principal), Bell et Telus (fournisseurs secondaires).

Coût des contrats téléphoniques :

- Cellulaire : Rogers 9,20 \$ ou 9,75 \$/mois — Bell : 18,25 \$/mois – Telus : 7,45 \$ ou 10,45 \$/mois;
- BlackBerry et iPhone : Rogers : 27,90 \$, 29,75 \$ ou 33,90 \$/mois, Bell : 46,25 \$/mois – Telus : 28,15 \$ ou 46,15 \$/mois;
- Tablette électronique et carte modem/Borne Wi-Fi : Rogers : 18,70 \$, 20 \$, 24,70 \$ ou 31 \$/mois Bell : 28 \$/mois – Telus : 20,70 \$ ou 35,70 \$/mois.

Nombre de minutes utilisées :

Les minutes d'utilisation font partie d'un groupe de partage, géré par le Centre de services partagés du Québec, selon l'entente de tarification et modalités d'application – services cellulaires. Toutes les minutes d'utilisation au Canada sont incluses dans le tarif mensuel.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

SOURCE : Direction générale des services à l’organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Titre : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :
a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.), le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m) le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o) le nombre d'employés permanents et temporaires; p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; q) pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes; r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

a-b) LE NOMBRE ET LA REPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FEMININ, DES PERSONNES HANDICAPEES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTES CULTURELLES POUR CHAQUE CATEGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...)

Les prévisions pour 2017-2018 ne sont pas disponibles. Les données présentées sont celles de l'année 2016-2017. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 1^{er} mars 2017**, soit **97** employés réguliers au Ministère pour le volet Travail pour 2016-2017, excluant :

- le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique à l’exception des membres de la haute direction.

La catégorie d’emplois « personnel d’encadrement » inclut la haute direction ainsi que les cadres et la catégorie d’emplois « fonctionnaire » inclut les techniciens et les employés de soutien.

Répartition par catégorie d’emplois, sexe et groupe d’âge
(données au 1^{er} mars 2017)

Personnel d'encadrement ¹						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	8	8,3	1	1,0	9	9,3
TOTAL	8	8,3	1	1,0	9	9,3

¹ Inclut 2 membres de la haute direction (2 hommes).

Professionnel						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	5	5,2	4	4,1	9	9,3
35 ans et plus	24	24,7	16	16,5	40	41,2
TOTAL	29	29,9	20	20,6	49	50,5

Fonctionnaire						
Groupes d’âge	Homme	%	Femme	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	1	1,0	1	1,0
35 ans et plus	6	6,2	32	33,0	38	39,2
TOTAL	6	6,2	33	34,0	39	40,2

TOTAL						
Groupes d’âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	5	5,2	5	5,2	10	10,3
35 ans et plus	38	39,2	49	50,5	87	89,7
TOTAL	43	44,3	54	55,7	97	100,0

Répartition de membres de groupes cibles par catégorie d’emplois et groupe d’âge
(données au 1^{er} mars 2017)

Personnel d’encadrement				
Groupes d’âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Professionnel				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	1	1	0
35 ans et plus	0	0	0	2
TOTAL	0	1	1	2

Fonctionnaire				
Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	1	0	0	7
TOTAL	1	0	0	7

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0,0	1	1,0	1	1,0	0	0,0
35 ans et plus	1	1,0	0	0,0	0	0,0	9	9,3
TOTAL	1	1,0	1	1,0	1	1,0	9	9,3

Mise en garde : Il n’est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l’ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d’un groupe cible.

Les données pour les questions c à g concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 17 mars 2017)
Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (code 246 et 248).

Catégories d’emplois	2016-2017
Personnel d’encadrement	21,5
Professionnels	172,5
Fonctionnaires	656,0
Total du Ministère	850,0

d) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (données au 1^{er} mars 2017)

Catégorie d’emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d’encadrement	5	2	2	0
Professionnels	30	11	9	3
Fonctionnaires	23	14	3	4
Total	58	27	14	7

En mars 2017 (paie 24), on dénombre 106 employés réguliers et occasionnels

e) **LE NOMBRE D’HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.), LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL** (données au 1^{er} mars 2017)

Catégories d’emplois	2016-2017 (heures supplémentaires)		
	Nombre d’heures payées	Nombre d’heures compensées	Total
Professionnels	439,50	177,58	617,08
Fonctionnaires	36,00	0,00	36,00
Total	475,50	177,58	653,08

À noter que le coût moyen par employé, par catégorie d’emplois, n’est pas disponible.

f) **LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL** (données au 17 mars 2017)
Le nombre de jours de vacances fait référence à l’utilisation du code d’absence 110.

Catégorie d’emplois	2016-2017
Personnel d’encadrement	198,0
Professionnels	1 054,0
Fonctionnaires	769,5
Total	2 021,5

g) **LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI** (données au 1^{er} mars 2017)

Catégorie d’emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d’encadrement	4	3	1	1
Professionnels	36	14	3	0
Fonctionnaires	28	16	0	0
TOTAL	68	33	4	1

En mars 2017 (paie 24), on dénombre 106 employés réguliers et occasionnels

h) **LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE**

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits.

i) **LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA REPARTITION PAR CATEGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE REMUNERATION DU MINISTERE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTERE, ET QUI REÇOIVENT EGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN REGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RESEAUX DE LA SANTE ET DE L'EDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CEGEPS, LES ETABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES REGIONALES ET LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS**

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emplois, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès. Le paragraphe 1 de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

j) L’EVOLUTION DES EFFECTIFS REGULIERS PAR CATEGORIE D’EMPLOI (CADRES SUPERIEURS ET INTERMEDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES REGIONS)

REGROUPEMENT	2016-2017 (au 1 ^{er} mars 2017)			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
ST Secrétariat du travail (Bureau du sous-ministre associé)	3	5	5	13
DGPR Direction générale des politiques et de la recherche	3	19	11	33
SRT Secteur des relations du travail	3	25	23	51
Total	9	49	39	97

RÉGION ADMINISTRATIVE DE TRAVAIL	2016-2017 (au 1 ^{er} mars 2017)			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
03. Capitale-Nationale	6	32	22	59
06. Montréal	3	17	17	38
Total	9	49	39	97

k) L’EVOLUTION DU NOMBRE D’EMPLOYES REGULIERS BENEFICIANT D’UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITE DE LA TACHE A ACCOMPLIR (EXPERT ET EMERITE)

Période	Catégorie d’emplois	Total
Au 1 ^{er} mars 2017	Professionnel	11

l) LE NOMBRE D’EMPLOYES REGULIERS BENEFICIANT D’UN TRAITEMENT SUPERIEUR A CELUI NORMALEMENT PREVU POUR LA TACHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

Période	Personnel d’encadrement	Professionnel	Fonctionnaire	Total
Au 1 ^{er} mars 2017	0	0	1	1

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL

Se référer à la réponse de RG15 j).

Depuis le 1^{er} avril 2016, la cible d’effectif attribuée aux ministères et organismes est en heures rémunérées (le concept d’ETC total autorisé n’existe plus) et le calcul est effectué différemment, incluant entre autres les heures supplémentaires rémunérées.

n) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

q) POUR CHAQUE DIRECTION DU MINISTÈRE ET DIRECTION D'ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

Aucun poste n'a été aboli au Ministère, volet Travail, en 2016-2017 (au 28 février 2017).

r) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : DGRH – 2017-04-06
COLLABORATION : SBA-DBF-DGRFC – 2017-04-06
VALIDATION : SBA-DBF-DGRFC – 2017-04-06
DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraites qui seront versées;
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques :

- a) **Le nombre de départs à la retraite en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) **Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

- c) **Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées**

Catégorie d'emplois	Prévisions 2017-2018
Personnel d'encadrement	0
Professionnel	4
Fonctionnaire	1
Total	5

Selon l'exercice annuel de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre 2015-2018 au Ministère, volet Travail, 5 départs à la retraite sont prévus en 2017-2018.

Aucune indemnité de retraite n'est versée par le Ministère. Lors d'un départ à la retraite, le Ministère verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

- d) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Au cours de l'année 2016-2017, le Ministère, volet Travail, a engagé à titre d'employés occasionnels 2 retraités¹ de la fonction publique.

Toutefois, le Ministère, volet Travail, n'a octroyé aucun contrat de services professionnels² à des retraités de la fonction publique.

¹ Données extraites du SAGIP. Personnel ayant pris sa retraite au cours des 5 années précédant la date d'embauche.

² Données extraites du SAGIR pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

SOURCE : DGRH – 2017-03-20

COLLABORATION : DOFC – 2017-03-08

VALIDATION :

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Titre :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) le coût des travaux d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques :

L'annexe I de cette fiche présente l'emplacement des espaces occupés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Volet « Travail » seulement), la superficie totale pour chaque espace loué et le coût de location.

Il est important de spécifier que les coûts de location présentés à l'annexe I sont les coûts que le Ministère paie à la Société québécoise des infrastructures (SQI). Les coûts réels payés aux propriétaires d'immeubles par la SQI ne sont pas divulgués au Ministère.

Emplacement des espaces occupés par le Ministère (Volet « Travail » seulement) :

En date du 28 février 2017, le Ministère a trois adresses répertoriées.

Superficie totale des locaux loués au 28 février 2017 : 7 550,50 m².

Coût total de location entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017 : 1 515 492,12 \$.

Durée des baux : le Ministère ne possède pas cette information, car l'ensemble des espaces qu'il occupe est sous entente d'occupation avec la SQI.

Propriétaires : le Ministère ne possède pas cette information, car tous les espaces qu'il occupe sont sous entente d'occupation avec la SQI.

Total des coûts d'aménagement ou de rénovation : 7 018,25 \$.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère, en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 27).

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION :

VALIDATION : SBA-DBF-DGRFC

DATE : 2017-03-23

Étude des crédits 2017-2018
RG-17 - Annexe I
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

	Emplacement de la location	Superficie locative m2 en date du 28 février 2017	Coûts du loyer 1er avril 2016 au 28 février 2017
1	35, rue de Port-Royal, Montréal (Québec) H3L 3T1	2 955,13	675 250,73 \$
2	500, boulevard René-Lévesque, Montréal (Québec) H2Z 1W7	418,76	128 774,25 \$
3	200, chemin Sainte-Foy, Québec (Québec) G1R 5S1	4 176,61	711 467,14 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Titre :

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques :

Coûts des travaux au cabinet de la ministre responsable du Travail : 960,61 \$

SOURCE : Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2017-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Titre :

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financière 2015-2016 et 2016-2017;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Exposé et statistiques :

**CABINET MINISTÉRIEL DE MADAME DOMINIQUE VIEN À TITRE DE
MINISTRE RESPONSABLE DU TRAVAIL**

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE	DATE D'ENTRÉE	DATE DE DÉPART
Boucher, Stéphanie	Attachée politique	Québec	16-04-25	17-01-23
Desmeules, Anne- Sophie	Directrice de cabinet adjointe	Québec	17-01-23	
Gagné, Denise	Attachée politique	St-Malachie	16-01-29	
La Rue, Gabrielle	Attachée politique	Québec	16-02-08	17-02-08
Lavoie, Simon-Pierre	Attaché politique	Québec	16-02-22	16-04-13
Lessard, Chantal	Attachée politique	St-Malachie	16-01-29	
Milette, Pierre	Directeur de cabinet	Québec	16-01-29	
O'Farrell, Russel	Attaché politique	St-Malachie	16-01-29	
Paré, Christine	Attachée politique	Québec	16-01-29	
Tanlet, Florent	Attaché politique	Québec	16-01-29	

DESCRIPTIONS DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet et directeur de cabinet adjoint :

Dirigent les membres du personnel du cabinet; ils s'acquittent en outre des autres devoirs et tâches que la ministre peut leur assigner.

Attaché politique :

Est chargé de remplir les fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet. Il peut notamment remplir les fonctions de responsable des communications, d'attaché de presse, d'agent de liaison, de chercheur, d'attaché politique régional ou d'attaché politique de comté.

Employé de soutien :

Remplit les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet.

MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017

Cabinet ministériel de M^{me} Dominique Vien, ministre responsable du Travail.
Masse salariale prévue du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017 : 640 000 \$

SOURCE : DGRFC-DBF-SBA
COLLABORATION : DGRH
VALIDATION : S. O.
DATE : 16 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Titre :

Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, une somme de 95 325 \$ a été versée en subventions discrétionnaires par la ministre M^{me} Dominique Vien. Vous trouverez les informations détaillées jointes en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION : DBF et DOFC

DATE : 22 mars 2017

<div>ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018</div> <div>DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION</div>	
RG-20 - Annexe 1 - Liste des subventions discrétionnaires versées (volet Travail) 1 ^{er} avril 2016 au 28 février 2017	
ORGANISME	MONTANT
Accolade santé mentale, L' 127, boulevard Saint-Jean-Baptiste, bureau 12 Châteauguay (Québec) J6K 3B1	200,00 \$
Amis de l'autoroute 73, Les 521, 6 ^e Avenue Saint-Georges (Québec) G5Y 5B7	500,00 \$
Armée du Salut Division du Québec 815, boulevard Wilfrid-Hamel Québec (Québec) G1M 2R6	250,00 \$
Association de la jeunesse rurale du Québec 65, rang 3 Est Princeville (Québec) G6L 4B9	500,00 \$
Association travailleurs(euses) accidentés l'Abitibi-Témiscamingue 332, rue Perreault Est, bureau 211 Rouyn-Noranda (Québec) J9X 3C6	250,00 \$
Atelier occupationnel Rive-Sud inc. 4275, boulevard Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6W 6M9	200,00 \$
C.A.D.O. Centre artisanal pour la déficience intellectuelle de l'Outaouais 410, boulevard Maloney Ouest Gatineau (Québec) J8P 6W2	250,00 \$
Centre d'Action bénévole Laurentides 1, rue Saint-Vincent Sainte-Agathe-des-Monts (Québec) J8C 2A3	1 000,00 \$
Club de Boxe Olympique de Lévis 36E, rue Valère-Plante Lévis (Québec) G6V 6Z5	500,00 \$
Club Parentaide Beauce-Centre 390, rue Principale, bureau A Saint-Jules (Québec) G0N 1R0	250,00 \$
École de musique Jésus-Marie 294, rue Saint-Joseph Lévis (Québec) G6V 1G2	100,00 \$

RG-20 - Annexe 1 - Liste des subventions discrétionnaires versées (volet Travail) 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ORGANISME	MONTANT
Écuries de La Chaudière, Les 3404, avenue Saint-Augustin Lévis (Québec) G6Z 8G4	500,00 \$
Femmes, affaires et développement 476, rue Jean-Neveu, bureau 201 Longueuil (Québec) J4G 1N8	350,00 \$
Festivent inc. C.P. 47034, succursale Bureau-Chef Lévis (Québec) G6Z 1A0	500,00 \$
Gestion Jeunesse inc. 265, rue de la Couronne, bureau 269 Québec (Québec) G1K 6E1	200,00 \$
Go Le Grand Défi inc. 528, rue Frontière Hemmingford (Québec) J0L 1H0	250,00 \$
Groupe populaire d'Entrelacs 2571, chemin des Îles Entrelacs (Québec) J0T 2E0	1 000,00 \$
Inter Action Travail inc. 80, rue Sainte-Agathe Sainte-Agathe-des-Monts (Québec) J8C 2K1	1 000,00 \$
Mesures alternatives des Vallées du Nord inc. 515, rue Saint-Georges Saint-Jérôme (Québec) J7Z 5B6	1 000,00 \$
Noël du Bonheur inc., Le 1411, boulevard Père-Lelièvre Québec (Québec) G1M 1N7	500,00 \$
Opération Enfant Soleil 2160, rue Cyrille-Duquet, bureau 200 Québec (Québec) G1N 2G3	250,00 \$
Société des Amis du Moulin du Portage 124, rang Saint-Michel Leclercville (Québec) G0S 2K0	1 000,00 \$
Société canadienne de la Croix-Rouge, La Section de Québec 325, rue de la Croix-Rouge Québec (Québec) G1K 2L4	500,00 \$

RG-20 - Annexe 1 - Liste des subventions discrétionnaires versées (volet Travail) 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ORGANISME	MONTANT
Motivation-Jeunesse 16/18 inc. 14, rue Soumande, bureau 1-8 Québec (Québec) G1L 0A4	2 000,00 \$
Centre de recherche en aménagement et développement, Université Laval 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	500,00 \$
Fondation Chevalerie Passion 1963, route Marie-Victorin Saint-Nicolas (Québec) G7A 4H4	250,00 \$
Fondation Collège de Lévis 9, rue Monseigneur-Gosselin Lévis (Québec) G6V 5K1	350,00 \$
Fondation Madeli-aide Case postale 52028 Laval (Québec) H7P 5S1	1 000,00 \$
Go Le Grand Défi inc. 1300-540, rue d'Avaugour Boucherville (Québec) J4B 0G6	250,00 \$
Relais pour la vie de Lévis, Société canadienne du cancer 214-1040, avenue Belvédère Québec (Québec) G1S 3G3	300,00 \$
Association des grands brûlés F.L.A.M. 1750, avenue de Vitré, bureau 102 Québec (Québec) G1J 1Z6	250,00 \$
Association régionale de loisir pour personnes handicapées de Chaudière-Appalaches 5515, rue Saint-Georges Lévis (Québec) G6V 4M7	500,00 \$
Chevaliers de Colomb du conseil de St-Damien, n ^o 2920, Les 192, rue Commerciale Saint-Damien-de-Buckland (Québec) G0R 2Y0	250,00 \$
Corporation des aînés de St-Antoine-de-Tilly, La 957, rue de l'Église Saint-Antoine-de-Tilly (Québec) G0S 2C0	1 000,00 \$
Entraide familiale de l'Outaouais inc. 310B, rue Notre-Dame Gatineau (Québec) J8P 1L1	500,00 \$

ORGANISME	MONTANT
Festival country de Lotbinière, Le 260, rang Saint-Antoine Saint-Gilles (Québec) G0S 2P0	500,00 \$
Festival des Barres-à-Jack 451, route 281 Saint-Raphaël (Québec) G0R 4C0	750,00 \$
Festival du film de Saint-Séverin 900, rue des Lacs Saint-Séverin (Québec) G0N 1V0	300,00 \$
Fêtes de Chez-Nous inc., Les 672, rue Principale Saint-Elzéar (Québec) G0S 2J0	250,00 \$
RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec) C.P. 3272, succursale Lapierre La Salle (Québec) H8N 3H4	200,00 \$
Unité régionale de loisir et de sport de la Chaudière-Appalaches 5501, rue Saint-Georges Lévis (Québec) G6V 4M7	500,00 \$
Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches, La 1120, 6 ^e avenue, bureau 100 La Pocatière (Québec) G0R 1Z0	250,00 \$
Association québécoise des jeunes parlementaires C.P. 32165 Succursale St-André Montréal (Québec) H2L 4Y5	250,00 \$
Bas de l'échelle inc., Au Bureau 305 6839A, rue Drolet Montréal (Québec) H2S 2T1	2 000,00 \$
Club Lions de Charny inc. 3332, avenue des Églises Lévis (Québec) G6X 1W4	150,00 \$
Fondation de l'Université du Québec à Rimouski inc. 300, allée des Ursulines Rimouski (Québec) G5L 3A1	1 000,00 \$
Fondation OLO Bureau 900 505, boulevard De Maisonneuve Ouest Montréal (Québec) H3A 3C2	250,00 \$

RG-20 - Annexe 1 - Liste des subventions discrétionnaires versées (volet Travail) 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ORGANISME	MONTANT
Fondation santé Beauce-Etchemin 1515, 17 ^e Rue Saint-Georges (Québec) G5Y 4T8	500,00 \$
Foyer de jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal Appartement 110 2650, rue Davidson Montréal (Québec) H1W 2Z2	500,00 \$
Maison des Trois Colombes 2014, La C.P. 1171 Val-Mauricie (Québec) G9P 1N4	500,00 \$
Place aux jeunes en région 1305, chemin Sainte-Foy, bureau 101 Québec (Québec) G1S 4N5	250,00 \$
Résidence le Monarque 532, rue Notre-Dame Montebello (Québec) J0V 1L0	250,00 \$
Société canadienne du cancer 1491, boulevard des Forges Trois-Rivières (Québec) G8Z 1T7	100,00 \$
Arts de la scène de Montmagny, Les 74, St-Jean-Baptiste Est, bureau 2 Montmagny (Québec) G5V 1K1	1 500,00 \$
Coupe internationale les enfants jouent pour les enfants, La 618, rue Shakespeare Dollard-des-Ormeaux (Québec) H9G 2R3	500,00 \$
Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel Chaudière-Appalaches inc. (CALACS) 598, boulevard Renault, Beauceville (Québec) G5X 1M9	500,00 \$
Fondation du CHU de Québec 10, rue de l'Espinay Québec (Québec) G1L 3L5	500,00 \$
Fondation pour l'aide aux travailleuses et travailleurs accidentés 6839A, rue Drolet Montréal (Québec) H2S 2T1	250,00 \$
Maison La Vigile 2A, rue Monseigneur-Marc-Leclerc Québec (Québec) G1C 2C4	500,00 \$

RG-20 - Annexe 1 - Liste des subventions discrétionnaires versées (volet Travail) 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ORGANISME	MONTANT
Municipalité de Saint-Victor 287, rue Marchand Saint-Victor (Québec) G0M 2B0	300,00 \$
Maison de soins palliatifs du Littoral 5445, rue Saint-Louis, 2 ^e étage Lévis (Québec) G6V 4G9	2 000,00 \$
Comité du patrimoine de Bromptonville inc. 1, rue Wilfrid-Laurier Sherbrooke (Québec) J1C 0P3	250,00 \$
Entreprises Tandem Côte-Sud inc., Les 1011-E, 6 ^e Avenue Pilote La Pocatière (Québec) G0R 1Z0	250,00 \$
Fondation du Centre de réadaptation en déficience physique Chaudière-Appalaches inc. 9500, boulevard du Centre-Hospitalier, Charny (Québec) G6X 0A1	1 000,00 \$
Fondation Jasmin Roy 555, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 1200 Montréal (Québec) H2Z 1B1	250,00 \$
Société du Patrimoine, des Arts et de la Culture de St-Just-de-Bretenières 250, rue Principale Saint-Just-de-Bretenières (Québec) G0R 3H0	250,00 \$
Société de sauvetage et sa version anglaise Lifesaving Society 4545, avenue Pierre-de-Coubertin Montréal (Québec) H1V 0B2	250,00 \$
Communauté d'affaires et tourisme de Stoneham 100-124, 1 ^{re} Avenue, C.P. 003 Stoneham-et-Tewkesbury (Québec) G3C 2M2	250,00 \$
Adaptavie inc. F-122-525, boulevard Hamel Est Québec (Québec) G1M 2S8	250,00 \$
Fondation Hôtel-Dieu de Lévis 143, rue Wolfe Lévis (Québec) G6V 3Z1	1 000,00 \$
Fondation Jonction pour Elle C.P. 506 Lévis (Québec) G6V 7E2	500,00 \$

ORGANISME	MONTANT
Jeunesse au soleil 4251, rue Saint-Urbain Montréal (Québec) H2W 1V6	500,00 \$
Légion royale canadienne succ. 12, Lévis 9805, boulevard Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6V 9R4	500,00 \$
Maison Michel-Sarrazin, La 2101, chemin Saint-Louis Québec (Québec) G1T 1P5	500,00 \$
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc. 219, boulevard René-Lévesque Ouest Québec (Québec) G1R 2A7	150,00 \$
Baluchon Alzheimer 10138, rue Lajeunesse, bureau 200 Montréal (Québec) H3L 2E2	500,00 \$
Banques alimentaires du Québec, Les 6880, chemin de la Côte-de-Liesse, bureau 1 Montréal (Québec) H4T 2A1	2 000,00 \$
Centre local de développement Robert-Cliche 785, avenue Guy-Poulin Saint-Joseph-de-Beauce (Québec) G0S 2V0	150,00 \$
Maison natale de Louis Fréchette, La 4385, rue Saint-Laurent Lévis (Québec) G6V 8M8	500,00 \$
Société canadienne de la sclérose en plaque (Outaouais) Bureau. 107 10, Noël Gatineau (Québec) J8Z 3G5	100,00 \$
Table régionale d'économie sociale de Chaudière-Appalaches 6150, rue Saint-Georges, bureau 304 Lévis (Québec) G6V 4J8	100,00 \$
Tourisme Chaudière-Appalaches 800, autoroute Jean-Lesage Lévis (Québec) G7A 1E3	500,00 \$
Aide aux personnes âgées, défavorisées ou handicapées de Laval 2388, 35e Avenue Laval (Québec) H7R 3P4	250,00 \$

RG-20 - Annexe 1 - Liste des subventions discrétionnaires versées (volet Travail) 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ORGANISME	MONTANT
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin (CS de la Beauce Etchemin) 700, rue Notre-Dame Nord, bureau A Sainte-Marie (Québec) G6E 2K9	250,00 \$
Course Estrie 322, rue Laurier Sherbrooke (Québec) J1H 4Z5	250,00 \$
Leucan inc. 550, avenue Beaumont, bureau 300 Montréal (Québec) H3N 1V1	250,00 \$
Loisirs de Saint-Jules-de-Beauce inc. 388, rue Principale Saint-Jules (Québec) G0N 1R0	250,00 \$
Maison de Job 12057, rue de l'Hôpital Québec (Québec) G2A 2T6	500,00 \$
Partage-action de l'Ouest-de-l'Île 200-610, boulevard Saint-Jean Pointe-Claire (Québec) H9R 3K2	1 000,00 \$
Regroupement des maisons des jeunes du Québec inc., Le 6502, rue des Écores Montréal (Québec) H2G 2J7	500,00 \$
Société canadienne de la Croix-Rouge, La 6, place du Commerce Verdun (Québec) H3E 1P4	500,00 \$
Vivre avec la fibrose kystique 629, rue Prince-Arthur Ouest Montréal (Québec) H2X 1T9	150,00 \$
Adoberge Chaudière-Appalaches, L' 881, avenue Taniata Lévis (Québec) G6Z 2E3	2 500,00 \$
Amis de Samuel, Les 5650, boulevard Henri-Bourassa, app. 302 Québec (Québec) G1H 7N5	500,00 \$
Corporation du Noël des enfants 2002 2225, boulevard Henri-Bourassa Québec (Québec) G1J 3X1	150,00 \$

RG-20 - Annexe 1 - Liste des subventions discrétionnaires versées (volet Travail) 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ORGANISME	MONTANT
Femmes en affaires de la Capitale-Nationale 108, rue Doris-Lussier Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 2T8	250,00 \$
Fondation Le Chaînon 4373, avenue de L'Esplanade Montréal (Québec) H2W 1T2	200,00 \$
Fondation québécoise du Cancer 50-190, rue Dorchester Sud Québec (Québec) G1K 5Y9	250,00 \$
Force Jeunesse inc. Case postale 39041, succursale Saint-Alexandre Montréal (Québec) H3B 0B2	200,00 \$
Patrouille Canadienne de Ski au Québec 730, 158 ^e Rue Saint-Georges (Québec) G5Y 6M1	300,00 \$
Communauté Sépharade unifiée du Québec 1, carré Cummings, bureau 216 Montréal (Québec) H3W 1M6	500,00 \$
CEGEP de Lévis-Lauzon 205, rue Monseigneur-Bourget Lévis (Québec) G6V 6Z9	250,00 \$
Centre d'amitié autochtone de Québec inc. 234, rue Louis-IX Québec (Québec) G2B 1L4	300,00 \$
Groupe Probex, Le 1265, rue d'Alsace Sherbrooke (Québec) J1C 0T6	500,00 \$
Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) 340, rang Sainte-Anne Québec (Québec) G2G 0G7	250,00 \$
Centre Humanitaire d'Organisation de Ressources Références d'Anjou 7501, avenue Rondeau Anjou (Québec) H1K 2P3	500,00 \$
Compétition Hit the Floor 100-912, rue Taniata, C.P. 47102 Lévis (Québec) G6Z 2L3	2 000,00 \$

RG-20 - Annexe 1 - Liste des subventions discrétionnaires versées (volet Travail) 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ORGANISME	MONTANT
Corbeille Bordeaux-Cartierville, La 5080, rue Dudemaine Montréal (Québec) H4J 1N6	500,00 \$
Fabrique de la paroisse de Sainte-Perpétue, La 11, rue de l'Église Sainte-Perpétue (Québec) G0R 3Z0	500,00 \$
Fondation des transporteurs d'écoliers 5700, boulevard des Galeries, bureau 250 Québec (Québec) G2K 0H5	225,00 \$
Service de Nutrition et d'Action Communautaire (SNAC) 10780, rue Laverdure, bureau 003 Montréal (Québec) H3L 2L9	500,00 \$
Société canadienne de la sclérose en plaques - Section Chaudière-Appalaches 4060, boulevard Guillaume-Couture, bureau 104 Lévis (Québec) G6W 6N4	500,00 \$
Travail de rue communautaire de la MRC de Maskinongé 121, rang de la Petite-Rivière Louiseville (Québec) J5V 2H3	500,00 \$
Association québécoise de prévention du suicide 1135, Grande Allée Ouest, bureau 230 Québec (Québec) G1S 1E7	500,00 \$
Acouphènes Québec 156, rue de Saint-Romuald Lévis (Québec) G6W 3G9	125,00 \$
Atelier occupationnel Rive-Sud inc. 4275, boulevard Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6W 6M9	2 000,00 \$
Café le Signet 295, boulevard Sainte-Rose Laval (Québec) H7L 1M1	750,00 \$
Centre multiethnique de Québec inc. 200, rue Dorchester Québec (Québec) G1K 5Z1	250,00 \$
Entraide communautaire des Îles inc. 9-315, chemin Principal Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1E2	500,00 \$

RG-20 - Annexe 1 - Liste des subventions discrétionnaires versées (volet Travail) 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ORGANISME	MONTANT
Municipalité de Saint-Donat 490, rue Principale Saint-Donat (Québec) J0T 2C0	500,00 \$
Service régional d'interprétariat de l'Est du Québec inc. 9885, boulevard de l'Ormière Québec (Québec) G2B 3K9	250,00 \$
Société de Saint-Vincent-de-Paul Conférence : St-Marc 1100, avenue Principale Saint-Marc-des-Carières (Québec) G0A 4B0	500,00 \$
Vallée-Jeunesse (1997) inc. 111, rue de Carillon Gatineau (Québec) J8X 2P8	250,00 \$
Arts et la Ville, Les 870, avenue de Salaberry, bureau 124 Québec (Québec) G1R 2T9	500,00 \$
Association d'entraide communautaire la Fontaine 1510, route du Président-Kennedy Nord Sainte-Marie (Québec) G6E 3P1	1 000,00 \$
Centre femmes l'Ancrage 4535, boulevard Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6W 6M6	250,00 \$
Club de Compétition le Massif du Sud 1989, route du Massif-du-Sud Saint-Philémon (Québec) G0R 4A0	500,00 \$
Club optimiste Lévis St-Jean 684, rue Martineau Lévis (Québec) G6W 1K4	175,00 \$
Club Richelieu Montmagny C.P. 158 Montmagny Montmagny (Québec) G5V 3S5	500,00 \$
Concert pour la vie 649, rue Lacomble Québec (Québec) G1C 7N2	500,00 \$
La table régionale des élus municipaux de la Chaudière-Appalaches 6, rue Saint-Jean-Baptiste Est, bureau 300 Montmagny (Québec) G5V 1J7	20 000,00 \$

RG-20 - Annexe 1 - Liste des subventions discrétionnaires versées (volet Travail) 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ORGANISME	MONTANT
Unité régionale de loisir et de sport de la Chaudière-Appalaches 5501, rue Saint-Georges Lévis (Québec) G6V 4M7	500,00 \$
A-Droit de Chaudière-Appalaches, L' 5935, rue Saint-Georges, bureau 130 Lévis (Québec) G6V 4K8	150,00 \$
Musée des lilas, Le C.P. 611 Saint-Georges (Québec) G5Y 6N1	150,00 \$
Festival beauceron de l'Érable Case postale 173 Saint-Georges-de-Beauce (Québec) G5Y 1T2	500,00 \$
Club social des travailleurs JMA inc. 555, 1 ^{re} Avenue Asbestos (Québec) J1T 3Y3	2 500,00 \$
Association des médias écrits communautaires du Québec 86, boulevard des Entreprises, bureau 206 Boisbriand (Québec) J7G 2T3	500,00 \$
Atelier occupationnel Rive-Sud inc. 4275, boulevard Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6W 6M9	200,00 \$
Choeur en Supplément'Air 8, rue Molière Lévis (Québec) G6V 5A5	250,00 \$
Circuit des Arts Memphrémagog, Le 95, rue Merry Nord, bureau 302 Magog (Québec) J1X 2E7	250,00 \$
Corporation du Village en Arts 1365, route Marie-Victorin Lévis (Québec) G7A 4G6	250,00 \$
Événements jeunesse Venite Adoremus 8127, boulevard Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6V 7W1	500,00 \$
Fondation Jonction pour Elle C.P. 506 Lévis (Québec) G6V 7E2	500,00 \$

RG-20 - Annexe 1 - Liste des subventions discrétionnaires versées (volet Travail) 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017

ORGANISME	MONTANT
Fondation sur les leucodystrophies 25, place Marcel-Gervais Trois-Rivières (Québec) G8V 1L8	250,00 \$
Maison natale de Louis Fréchette, La 4385, rue Saint-Laurent Lévis (Québec) G6V 8M8	500,00 \$
Moisson Beauce inc. 3750, 10 ^e Avenue Ouest Saint-Georges (Québec) G5Y 8G3	1 000,00 \$
Musée des Ondes Émile Berliner E2016-1001, rue Lenoir Montréal (Québec) H4C 2Z6	500,00 \$
TOTAL	<u>95 325,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-21

Titre :

Liste du personnel, hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de personnel hors structure rémunéré par le Ministère et qui n'occupe aucun poste pour le volet Travail.

SOURCE : DGRH – 2017-03-13

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Titre :

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- Le poste initial;
- Le salaire;
- Le poste actuel, s'il y a lieu;
- La date de la mise en disponibilité;
- Les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : DGRH – 2017-03-03

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-23

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2017-2018;
- c) par catégorie d'âge.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRH – 2017-03-03

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

Aucun poste n'a été aboli au Ministère, volet Travail, en 2016-2017 (au 28 février 2017).

SOURCE : DGRH – 2017-03-31

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Titre :

Pour chaque ministère et organismes, liste des bureaux régionaux et l'effectif étant attaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.

Exposé et statistiques :

Veuillez référer à la réponse de la question 15 j) des Renseignements généraux.

SOURCE : DGRH – 2017-03-31

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Titre :

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de personnel concerné au Ministère pour le volet Travail.

SOURCE : DGRH – 2017-03-13

COLLABORATION : DGRFC-DBF-SBA – 2017-03-20

VALIDATION : DGRFC-DBF-SBA – 2017-03-20

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Titre :

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :

- A) le coût de chacun ;
- B) le fournisseur;
- C) la nature du service ;

Ventiler le montant par catégories.

Exposé et statistiques :

Total pour l'année 2016-2017 (volet Travail) : 8 902 \$

FOURNISSEURS

Le Consortium Érudit S.E.N.C.
Corporation presse commerce
Lancaster House
Lexisnexis Canada inc.
Messageries Dynamiques
Thomson Reuters

SOURCE : Direction de la recherche et de l'innovation en milieu de travail

COLLABORATION : Aucune

VALIDATION : Direction générale des politiques et de la recherche

DATE : 7 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Titre :

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucune dépense liée à l'achat de billets de saison, ni à la réservation de loges, ni de participation à des clubs privés.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION : SFCR

VALIDATION : DOFC

DATE : 2017-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-29

Titre : Pour chaque site Internet du Ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites, ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu du site.
--

Site Secrétariat du travail (www.travail.gouv.qc.ca) Mise en ligne : 1996 Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site Ressources internes pour la version initiale. Centre des services partagés du Québec (CSPQ) pour la version actuelle. Coût de construction du site Aucun coût. Ressources internes. Aucun coût de développement en 2016-2017. Coût de l'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour La mise à jour des contenus est réalisée par des ressources internes. Un montant total de 84 453 \$ a été versé à des fournisseurs externes : <ul style="list-style-type: none">• Envois de bulletins électroniques (14 \$);• Hébergement du site informationnel : (600 \$);• Hébergement et entretien du service transactionnel Corail au CSPQ (80 632 \$);• Hébergement et améliorations du service transactionnel Primo (3 207 \$). Fréquence moyenne des mises à jour Quotidienne Nombre de fois où le site a été refait 3 fois Responsable du contenu du site Direction des communications du Ministère
--

SOURCE :	Direction des communications
COLLABORATION :	STRAV-DGPR, DGSGRI, DGSG-DBCAP
VALIDATION :	DGSG – DBCAP
DATE :	2017-04-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-30

Titre :

Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Exposé et statistiques :

Vous référer à la question # 7.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé au Travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2017-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-31

Titre :

Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucune dépense liée aux visites ministérielles et sous-ministérielles en 2016-2017.

SOURCE : Direction des communications

COLLABORATION : Secrétariat du Travail

DATE : 2017-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Exposé et statistiques :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé au Travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2017-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Titre :

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016 - 2017 :

- a) le coût (déplacement, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Exposé et statistiques :

Un mandat concernant le dossier des travailleurs étrangers temporaires a été confié à M. Yves St-Denis, député d'Argenteuil.

- a) Aucun coût;
- b) Une attachée politique du cabinet de la ministre responsable du Travail a été affectée à ce mandat;
- c) 3 rencontres;
- d) Aucun ETC affecté à ce mandat;
- e) Travailleurs étrangers temporaires;
- f) En cours.

SOURCE : Direction des communications
VALIDATION : Cabinet de la ministre responsable du Travail
DATE : 2017-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-34

Titre :

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et de formation.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRH – 2017-03-03

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

TRG-35

Titre :

La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

SOURCE : Secteur de la solidarité sociale et de l'analyse stratégique / Direction des relations intergouvernementales

VALIDATION :

DATE : 22 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

Titre :

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRFC - DBF
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION: S. O.
DATE : 20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-37

Titre :

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.

Exposé et statistiques :

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

SOURCE : DGRFC-DBF-SFCR

COLLABORATION :

VALIDATION : S. O.

DATE : 2017-03-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-38

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRFC-DBF-SBA

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION : S. O.

DATE : 2017-03-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-39

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Aucune somme n'a été reçue en 2016-2017 pour le volet Travail en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION : S. O
DATE : 2017-03-13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques :

Le montant total des bonis au rendement

BONIS AU RENDEMENT ¹	
Année financière	2016-2017 (données au 1 ^{er} mars 2017)
Montant	53 024,48 \$

¹ Ce montant correspond au total des bonis au rendement octroyés au personnel professionnel du Ministère, volet Travail (incluant les médiateurs et conciliateurs) et au personnel fonctionnaire non syndiqué.

Aucun boni au rendement n'a été versé aux cadres en 2016-2017 pour la période d'évaluation du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

Le 18 mai 2016, le projet de loi no 74 (Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015) a été sanctionné à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi vient entre autres reconduire la suspension des bonis au rendement pour le personnel d'encadrement en 2016-2017 pour la période d'évaluation du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

SOURCE : DGRH – 2017-03-10
COLLABORATION : DFCR – 2017-03-08
VALIDATION : SBA-DBF-DGRFC – 2017-03-17
DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-41

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques :

Aucune prime de départ n'a été versée au cours de la période du 1^{er} avril 2016 au 2 mars 2017.

SOURCE : DGRH – 2017-03-09

COLLABORATION : DFCR – 2017-03-08

VALIDATION:

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Titre :

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : DGRH – 2017-03-09

COLLABORATION : DFCR – 2017-03-08

VALIDATION: SBA-DBF-DGRFC – 2017-03-16

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Titre :

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction pour le volet Travail.

SOURCE : DGRH – 2017-03-13

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44

Titre :

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRH – 2017-03-03

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

Titre :

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes

Exposé et statistiques :

Aucun comité pour le volet Travail.

SOURCE : Direction générale du développement de Services Québec et de l'amélioration continue

DATE : 2017-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIEL

RG-46

Titre :

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Secteur de la solidarité sociale et de l'analyse stratégique

COLLABORATION : Secrétariat du travail

VALIDATION :

DATE : 13 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

Titre :

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRFC-DBF
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION: S. O.
DATE : 20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-48

Titre :
Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRFC-DBF
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION: S. O.
DATE : 20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-49

Titre :

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRFC-DBF
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION: S. O.
DATE : 20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-50

Titre :

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé au Travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2017-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-51

Titre :

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé au Travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2017-03-31

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-52

Titre :

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé au Travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2017-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-53

Titre :

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé au Travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2017-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-54

Titre :

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION: DOFC

DATE : 22 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-55

Titre :

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRFC-DBF-SBA

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION : S. O.

DATE : 2017-03-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-56

Titre :

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRFC-DBF-SBA
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION : S. O.
DATE : 2017-03-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

Titre :

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par le ministère de la Justice, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SGC
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION : DOFC
DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-58

Titre :

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Exposé et statistiques :

Le montant initial et final des contrats est disponible sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SGC

COLLABORATION : S. O.

VALIDATION : DOFC

DATE : 21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

Titre :

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Exposé et statistiques :

Les dépenses planifiées en ressources informationnelles pour l'année financière 2016-2017 sont identifiées dans le tableau ci-dessous.

Entités	Opération (Exploitation) (k\$)	Capital (Investissement) (k\$)
Secrétariat du travail	1 766,5	0

Les informations afférentes aux grands dossiers sont disponibles dans le tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

En ce qui a trait au nombre d'ETC, la réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

En ce qui a trait aux ressources externes, veuillez vous référer à la question 11.

SOURCE : DGSAPS - DPPAE
COLLABORATION : DGRFC - DBA - SBA
VALIDATION : SBA
DATE : 20 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-60

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- a) la masse salariale;
- b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques :**a) Masse salariale**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Indemnités de retraite, s'il y a lieu

Aucune indemnité de retraite n'est versée. Lors d'un départ à la retraite, le Ministère, volet Travail, verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

SOURCE : DGRH – 2017-03-09
COLLABORATION : DFCR – 2017-03-08
VALIDATION: SBA-DBF-DGRFC – 2017-03-16
DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-61

Titre :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRH – 2017-03-03

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-62

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2017-2018.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : DGRFC-DBF-SBA
COLLABORATION : S. O.
VALIDATION : S. O.
DATE : 2017-03-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-63

Titre :

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Exposé et statistiques :

L'information sera présentée au rapport annuel 2016-2017 du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé au Travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2017-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-64

Titre :

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Exposé et statistiques :

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SOURCE : Bureau du sous-ministre associé au Travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2017-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-65

Titre :

Pour chaque ministère et organismes public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, aucun paiement n'a été effectué à des associations, ordres ou corporations professionnels pour le volet Travail.

SOURCE : DGRFC-DOFC-SOF

COLLABORATION : SFCR

VALIDATION : DOFC

DATE : 2017-03-20